

Chapitre 8

Les interventions de la puissance publique dans la régulation des économies

Introduction

Le rôle de l'État dans l'économie a toujours fait l'objet de débats entre les courants de pensée : les libéraux pensent que les interventions de l'État sont nuisibles (le marché est autorégulateur) ; les keynésiens pensent que ses interventions sont parfois souhaitables (État régulationniste).

1 Remédier aux défaillances du marché et réduire les inégalités.

Aujourd'hui le domaine des interventions économiques de l'Etat est très vaste. L'État ne se contente pas de corriger le marché, mais cherche à orienter son évolution à long terme (action structurelle) ou à court terme (régulation conjoncturelle).

L'économie de marché ne peut se passer de l'intervention de l'État. **Richard Musgrave** (américain 1910-2007) a établi une typologie qui distingue 3 fonctions : allocation, redistribution et régulation.

L'État intervient dans l'**allocation** des ressources en mobilisant des moyens financiers pour lutter contre les externalités négatives, établir un cadre réglementaire dans lequel s'exerce l'activité économique, créer les institutions qui permettent le bon fonctionnement de l'économie, contrôler les monopoles et les oligopoles, produire des biens collectifs (routes, écoles...). Il intervient sur l'allocation de ressources productives pour atteindre des objectifs jugés économiquement et socialement plus satisfaisants que ceux qui résultent du marché.

L'État exerce une fonction de **redistribution ou répartition** : au moyen de prélèvements obligatoires, l'État modifie la répartition primaire des revenus dans un souci de justice sociale. On distingue 2 sortes de redistribution :

- La redistribution **verticale** qui a pour objet de réduire les écarts de revenus en prélevant sur les revenus élevés et en redistribuant au profit des bas revenus.
- La redistribution **horizontale** a pour objet la couverture de la maladie, des accidents, de la vieillesse, du chômage ou des charges de la famille ; chacun y a droit, quelque soit son revenu.

La sécurité sociale est un exemple de redistribution des revenus car elle verse des prestations telles que les pensions de retraite.

L'Etat exerce une fonction de **régulation ou de stabilisation** en mettant en œuvre des politiques économiques conjoncturelles adaptées à la situation économique du moment. Il doit assurer une croissance économique dans le respect des grands équilibres.

Dans la réalité des politiques publiques, les 3 fonctions sont souvent confondues. La politique fiscale (allocation) peut avoir des conséquences en matière de redistribution et de régulation de l'activité économique.

2 Remédier aux grands déséquilibres macro-économiques.

Les économies nationales connaissent des déséquilibres macroéconomiques internes (inflation, chômage) et externes (balance des biens et des services)

Bien souvent les grands équilibres macro-économiques ne sont pas atteints (budget, commerce international...). L'État se fixe les niveaux de croissance et d'emploi les plus élevés possibles tout en préservant l'équilibre des échanges extérieurs et la stabilité des prix. Ces 4 objectifs sont représentés par le carré magique de N. Kaldor. C'est une représentation graphique permettant de visualiser la situation économique à court terme d'un pays au regard de 4 objectifs : la croissance du P.I.B, le taux de chômage et le taux d'inflation, et le solde extérieur. C'est en rejoignant les 4 points, qu'on obtient un quadrilatère qui représente d'autant mieux une situation économique favorable que ce quadrilatère ressemble à un carré de grande superficie.

L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation traduit les déséquilibres sur les marchés des biens et services. Les causes générales de l'inflation sont :

- L'inflation par la demande qui désigne la hausse des prix induite par un excès de la demande sur l'offre.
- L'inflation par les coûts qui désigne la hausse des prix induite par une hausse des coûts de production (matières premières ; main d'œuvre).
- L'inflation par la monnaie.

L'inflation modifie la répartition des revenus en défavorisant les épargnants et les salariés. Elle défavorise la compétitivité prix et donc le solde de la balance commerciale.

C'est un phénomène auto-entretenu, car une hausse des prix peut déclencher de nouvelles hausses.

Le chômage est un déséquilibre concernant le marché du travail.

L'I.N.S.E.E utilise la définition du B.I.T (bureau international du travail) : si on a travaillé, ne serait ce qu'une heure, on ne peut pas être considéré comme chômeur.

Les demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle Emploi par catégories : A, B, C, D, E ; la catégorie A (personnes sans emploi effectuant des actes positifs de recherche d'emploi) constitue la statistique officielle du chômage selon Pôle Emploi. On peut donc avoir une activité réduite et être chômeur (catégorie B...).

Le chômage est le déséquilibre du marché du travail. Ses causes sont multiples :

- Le chômage conjoncturel est la conséquence d'un ralentissement de l'activité économique.
- Le chômage structurel résulte des structures socio-économiques du pays (déséquilibres démographiques, vieillissement de l'appareil productif, réglementation inefficace, inadéquation des qualifications de la main d'œuvre...).
- Le chômage keynésien est dû à une insuffisance de la demande qui dissuade les entreprises d'embaucher.
- Le chômage classique s'explique par une rentabilité insuffisante du capital.

Le chômage est en fait conjoncturel et structurel.

Les déséquilibres extérieurs concernent la balance des paiements qui retrace tous les échanges d'un pays avec l'étranger (biens, services, capitaux...). Le déséquilibre de la balance commerciale peut s'expliquer par la compétitivité prix ou/et la compétitivité hors prix ou structurelle (qualité, service après vente...).

Conclusion

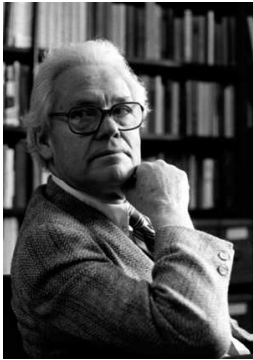
En fonction du contexte économique, l'État intervient plus ou moins.

Au XIX^e et au début XX^e l'État gendarme intervient peu dans le domaine économique et social. Il remplit les fonctions régaliennes : il s'occupe de la police, de battre monnaie, de faire la guerre et prend en charge certains biens collectifs.

Des années 1930 au milieu des années 1980 ? Il devient un État-providence en prenant en charge le bien-être matériel de la population. Il assure la direction de l'économie : il est producteur et investisseur (nationalisations).

À partir de la fin des années 1980, en raison du retour des idées libérales et de déficits publics croissants, l'État se désengage (privatisations, libéralisation des services publics).

Richard Musgrave (1910-2007)



Économiste

- Richard Abel Musgrave était un économiste américain d'origine allemande, spécialiste en économie publique. Il est célèbre pour avoir appliqué le raisonnement microéconomique à la compréhension du fonctionnement de l'État.
- **Naissance** : 14 décembre 1910, Königstein im Taunus, Allemagne
- **Décès** : 15 janvier 2007, Santa Cruz, Californie, USA
- **Formation** : Université Harvard (1937)
- **Livre** : *L'Institut international des finances publiques*, 1937-1987
- **Distinctions et récompenses** : Bourse Guggenheim des sciences sociales pour les États-Unis et le Canada

Exemple d'une représentation du carré magique :

⚠ à la graduation ! Plus on s'éloigne du centre, meilleure est la situation.

